

Le printemps chilien

Les mobilisations des étudiants en 2011

CAMILA PONCE LARA
 Doctorante au
 CESPRA-EHESS

Pendant l'année 2011 le Chili a connu les mobilisations estudiantines les plus importantes depuis le retour à la démocratie¹. Plus de 20 manifestations ont défilé dans les rues du pays, une d'entre elles compte plus de 400 000 personnes ; plus de 100 lycées ont été bloqués ; plusieurs universités paralysées ; et trois ministres de l'Éducation Nationale se sont relayés durant l'année. Ce mouvement est sans précédent et son analyse est fondamentale pour comprendre le mécontentement de la jeunesse chilienne.

Après plusieurs essais, les étudiants ont finalement pu concrétiser leurs demandes dans un projet portant sur tous les niveaux éducatifs. Les étudiants exigent le changement du modèle actuel car ce schéma, qui avait été adopté dans les années de la dictature, ne fait que privatiser l'éducation systématiquement à tous les niveaux d'enseignement. Les étudiants demandent principalement une éducation publique et gratuite de bonne qualité. De même, ils désirent le remplacement de l'Épreuve de Sélection Universitaire (PSU)² par une nouvelle épreuve. En mai, les lycéens et les professeurs deviennent des acteurs importants de ce mouvement, avec d'autres demandes. Lors du « printemps chilien »³, les jeunes manifestants font preuve d'une intense créativité qui réveille l'intérêt de nombreuses personnes non politisées.

Les mobilisations sociales révèlent une crise de représentation du gouvernement de Piñera et des institutions. En général le gouvernement n'a pas su répondre aux problèmes soulevés. Le modèle néolibéral de Piñera s'oppose idéologiquement aux demandes sociales ; la privatisation qu'il favorise est la base de la droite chilienne après Pinochet.

Contextualisation du mouvement

Pour essayer de comprendre le malaise des étudiants, il faut revenir à l'année 2006, quand les lycéens sont devenus

1. La dictature du Général Augusto Pinochet s'est terminée en 1989 par un référendum populaire. Depuis, quatre gouvernements de la coalition de centre gauche la Concertation se sont succédé au pouvoir.
2. Cette épreuve est requise pour l'admission aux établissements d'éducation supérieure.
3. Ce surnom a été utilisé tant par les médias chiliens que par la presse étrangère pour désigner les manifestations estudiantines de 2011.

les meneurs d'une des mobilisations les plus singulières pour abroger la Loi Organique Constitutionnelle de l'Enseignement (LOCE).

Cette loi adoptée dans les derniers jours du régime militaire, a bouleversé le système éducatif chilien et a permis la *municipalización* (le contrôle des établissements scolaires par chaque mairie) et l'apparition d'établissements mixtes (financés par l'État et par des organismes privés). Ce système a favorisé la stratification sociale chez les lycéens et a diminué l'accès à l'enseignement supérieur pour les élèves issus des quartiers défavorisés et inscrits dans des lycées publics.

Les *pingouins* – surnom donné aux lycéens – ont provoqué le changement de la loi LOCE pour la LGE (Loi Générale de l'Éducation). Cette mobilisation s'est terminée avec un *Consejo Asesor* pour l'Éducation auquel ont participé des personnalités liées aux universités, des partis de la droite et du gouvernement, et quelques leaders du mouvement lycéen. Toutefois, le Conseil n'a pas accepté toutes les demandes des étudiants et les exigences non satisfaites telles que la fin de la *municipalización* ont motivé la poursuite du mouvement durant l'année suivante. Néanmoins, ce nouvel essai n'a pas eu le même impact et la presse l'a critiqué fermement.

Joaquín Lavín, vive le changement⁴ !

Cinq ans plus tard, des nouvelles mobilisations émergent dans les villes les plus importantes du Chili. Le contexte est bien différent, car la droite est au pouvoir avec le Président Sebastián Piñera et le ministre de l'Éducation Nationale est Joaquín Lavín, ancien candidat à la présidence du parti d'extrême droite (Union démocrate Indépendant) connu pour ses liens avec l'*Opus Dei*. Lavín avait aussi des investissements dans l'université du Desarrollo, une université privée considérée par le mouvement comme lucrative.

Dans cette configuration politique et vu que les bourses et les cartes pour le transport public (TNE) présentent quelques problèmes de distribution, les étudiants commencent à se mobiliser à partir de fin avril. Dans la manifestation du 12 mai 2011 comptant plus de 15 000 participants selon les organisateurs⁵, la Présidente de la Fédération de l'Université du Chili, Camila Vallejo, par ailleurs membre du Parti communiste, déclare son opposition au système éducatif actuel. « *La situation du système éducatif est en crise et il a besoin de ressources ... pour nous (le mouvement étudiant) le ministre Lavín n'est plus un interlocuteur valable... dans*

4. Viva el cambio (Vive le changement) était le slogan de la campagne à la Présidence de Lavín en 1999 contre Ricardo Lagos.

5. Consulté le 10 octobre 2012 <http://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2011/05/12/contundente-manifestacion-estudiantil-en-la-antesala-del-21-de-mayo/>

6. Colegio de Profesores de Chile, syndicat de l'enseignement de base et moyen, est membre de l'Internationale de l'Éducation
7. Consulté le 10 octobre 2012 http://www.cooperativa.cl/fech-destaco-caracter-transversal-de-la-movilizacion-estudiantil/prontus_notas/2011-05-12/145311.html
8. Consulté le 12 octobre 2012 <http://www.latercera.com/noticia/educacion/2011/06/657-370609-9-16-universidades-a-lo-largo-del-pais-se-encuentran-en-toma-y-paro-de-actividades.shtml>
9. Consulté le 12 octobre 2012 <http://www.biobiochile.cl/2011/06/09/crece-la-movilizacion-estudiantil-ya-son-26-los-liceos-tomados-a-nivel-nacional.shtml>
10. Consulté le 9 octobre 2012 <http://www.cambio21.cl/cambio21/site/artic/20110616/pags/20110616211319.html>
11. Les universités traditionnelles sont celles qui appartiennent au CRUCH mais cela n'implique pas qu'elles soient conservatrices.
12. "Esto no tiene nombre" traduit comme "Ceci n'a pas de nom".
13. Consulté le 15 octobre 2012 http://www.cooperativa.cl/lavin-hare-todo-lo-possible-para-que-la-utem-no-vuelva-a-ser-acreditada/prontus_notas/2011-05-25/004748.html/
14. Consulté le 13 octobre 2012 <http://www.emol.com/noticias/nacional/2011/06/13/487025/estudiantes-secundarios-se-han-tomado-cerca-de-cien-colegios-en-todo-el-pais.html>

la manifestation ont participé des étudiants des universités privées qui ne sont pas d'accord avec le système privé, ils ne sont pas d'accord avec le profit. ». De la même façon, Jaime Gajardo, le président du syndicat des enseignants⁶, déclare « *Je crois que nous sommes ad portas de revivre ce qui était le mouvement des pingouins de l'année 2006. À cette époque un comité a été formé, ils ont fait de bonnes propositions et le syndicat les a appuyées mais on n'a pas été écoutés* »⁷

Peu à peu les leaders du mouvement déploient les arguments et les idées les plus solides pour faire face à un gouvernement qui n'accède pas à leurs pétitions. Le lendemain de la grève nationale du premier juin, les étudiants commencent les blocages et les occupations de plus de 16 universités⁸, les lycéens de leur côté bloquent leurs lycées⁹. Les lycéens sont représentés par la Coordination Nationale de Lycéens (CONES) et par l'Assemblée de Coordination de Lycéens (ACES). Des lycéens provenant des lycées privés et des lycées techniques ont participé aux mobilisations, ainsi que des étudiants provenant des instituts professionnels et des universités privées.

En mi-juin, Camila Vallejo annonce « *malheureusement, le ministre n'est pas à la hauteur des circonstances. Il n'a pas la capacité de conduire ce processus, même s'il essaye de dialoguer avec nous, il ne cherche que des mesures qui vont favoriser la privatisation de l'éducation à tous les niveaux* »¹⁰

À la fin du mois de juin, un programme de télévision diffuse un reportage sur la crise du financement et de la qualité de l'Université Technologique Métropolitaine (UTEM), université d'État et considérée comme « traditionnelle »¹¹ car elle appartient au Conseil de Recteurs d'Universités Chiliennes (CRUCH). Le ministre Lavín est interviewé dans l'émission de télévision « *Esto no tiene nombre* »¹² et déclare que la situation de l'UTEM est scandaleuse et qu'aucun de ses enfants ne s'inscrirait jamais dans cette université¹³. La direction de l'université se met en colère, tout comme ses étudiants indignés. Le lendemain, des centaines de jeunes crient devant le ministère « *Lavín, ne faites pas de bullying à mon université* ».

Suite aux propositions infructueuses du ministre Lavín et devant son inefficacité pour dialoguer avec les étudiants qui paralysent plus de cent établissements payants dans tout le pays¹⁴, Lavín décide de faire commencer les vacances d'hiver le 29 juin au lieu du 11 juillet habituel, pour ne plus perdre des jours du calendrier scolaire. Avec cette décision, Lavín cherche à calmer les lycéens et à trouver des solutions. Mais

ses initiatives ne font qu'augmenter la colère des étudiants. Enragés, ils commencent à déployer des *flash mobs* très créatifs contre lui. La « plage pour Lavín » s'installe devant l'Université du Chili à côté de *La Moneda*, le palais présidentiel. Il s'agissait de s'installer comme à la plage, en maillot de bain, avec des parasols pour inviter Lavín à prendre des vacances mais avec un billet sans retour¹⁵. C'est à ce moment là que le ministre perd tout son capital politique pour discuter avec le mouvement et démontre qu'il ne peut plus mener ce conflit. Lavín n'a pas la capacité de dialoguer avec les étudiants, l'instauration de mesures pour faire pression sur le mouvement, plus ses liens économiques avec l'université privée du Desarrollo exaspèrent les étudiants, les médias et même le gouvernement. Le 18 juillet Piñera annonce des changements dans 8 ministères, dont l'Éducation Nationale. Lavín est ainsi renvoyé et remplacé par l'avocat Felipe Bulnes, ministre de la Justice entre 2010 et 2011.

Les pétitions et le dialogue

En 2011, la CONFECH (Conseil de Fédérations Universitaires du Chili) appelle à plusieurs mobilisations dans les villes les plus importantes du Chili. Les étudiants commencent peu à peu à débattre les différents points qu'ils veulent aborder pendant cette année. Peu avant le départ de Lavín, au mois de juin, la directive de la CONFECH rédige un document synthétisant toutes les demandes.

D'abord, le mouvement demande au gouvernement d'explicitier dans la Constitution que l'État doit garantir une éducation gratuite, démocratique et de qualité à tous les niveaux. Ceci implique la fin du système du profit dans l'éducation nationale, ainsi que la création d'établissements de bonne qualité indépendamment du fait qu'ils soient privés, publics ou mixtes.

Par rapport à l'éducation primaire et secondaire, les étudiants exigent la fin de la *municipalización* – système qui permet de creuser les différences socioéconomiques car les mairies les plus riches peuvent injecter plus de ressources dans leurs établissements scolaires alors que les plus pauvres n'arrivent pas à financer leurs lycées – ; la régulation des établissements mixtes (financés par l'État et par les privés) ; la création d'un système national de l'Éducation Publique ; l'application d'un nouveau plan de financement ; et l'institutionnalisation de la carrière de professeur fondée sur l'expérience et les résultats.

15. La plage a un double sens car Joaquín Lavín avant d'être Ministre de l'Éducation, a été Maire de Santiago et il a installé des piscines pour des populations défavorisées de Santiago qui n'avaient pas de vacances en été.

En ce qui concerne les universités, les étudiants demandent un changement de l'Épreuve de Sélection Universitaire (PSU). La CONFECH considère que la celle-ci n'est pas assez égalitaire et qu'elle favorise la ségrégation des étudiants les plus pauvres, car les jeunes économiquement vulnérables qui arrivent à rentrer dans les meilleures universités chiliennes sont très peu nombreux. Le document propose la création d'une nouvelle sélection universitaire, représentative selon le niveau socioéconomique.

Dans le même temps, les étudiants demandent l'augmentation de l'appui de l'État aux universités membres (CRUCH) et l'augmentation des bourses pour diminuer le nombre de jeunes endettés. Finalement, ils demandent la création d'un plan national de reconstruction dans les établissements publics ; la gratuité de la carte de transport annuel (TNE) ; et la création d'un système de financement pour l'éducation technique capable de garantir une infrastructure adéquate pour toutes les différentes filières.

Sur plusieurs points le mouvement et le gouvernement trouvent des accords ou, au moins, des réponses. Par exemple, le changement de la PSU au profit d'une épreuve plus égalitaire, l'amélioration des lycées défavorisés, le changement de la *municipalización*, et l'amélioration des conditions des étudiants de l'éducation technique. Néanmoins, le profit, la gratuité et la vision de la qualité de l'enseignement produisent des débats forts et difficiles et des désaccords entre les étudiants et le gouvernement de Piñera.

Le profit

Les universités chiliennes ne sont pas censées tirer un profit financier de l'éducation. Néanmoins, la fin du profit et la gratuité dans le système éducatif sont des sujets polémiques. Plusieurs parlementaires, ministres, anciens ministres, entrepreneurs, entre d'autres, ont investi de l'argent dans des universités. La journaliste María Olivia Mönckeberg¹⁶ déclare que l'indépendance des conseillers des universités n'est pas garantie. Elle dénonce Hernán Chadwick, cousin de Piñera et membre du parti d'extrême droite UDI, qui fait partie du Conseil directeur de l'Université des Amériques ; et Hernán Büchi, ancien ministre de l'Économie de Pinochet fait partie du Conseil directeur de l'Université du Desarrollo. L'ancienne ministre de l'Éducation pendant le gouvernement de Bachelet (2006-2010), Mónica Jiménez est propriétaire de plusieurs lycées, pendant l'année 2012, elle déclare qu'elle était en faveur du profit dans l'éducation.

16. Mönckeberg, M. Olivia. *El negocio de las universidades*, 2007, Santiago, Chili.

Pour comprendre le système de profit dans les universités, il faut d'abord expliquer trois choses :

La réforme du système éducatif de 1981 permet la création d'universités privées et le changement du système de financement de l'État. Le nouveau financement prévoit une aide fiscale directe ainsi qu'une contribution indirecte donnée selon la quantité d'élèves inscrits en première année. Ces étudiants doivent impérativement avoir les meilleures notes de la PSU (au-dessus de 700 points environ). Cette manière de financer les universités permet de récupérer les frais d'opération avec les frais d'inscription. Pour cela les universités fixent des frais d'inscription différents selon le type d'université. Grace au tableau 1¹⁷ nous pouvons voir l'augmentation par an des frais d'inscription selon les différents types d'université et nous pouvons aussi comprendre qu'il y a peu de différence entre les universités privées et celles de l'État.

Il y a plusieurs universités qui créent des fausses sociétés avec le but d'externaliser leurs services ou de cacher ainsi l'existence du profit dans l'institution. Par exemple il y a des sociétés immobilières qui louent les bâtiments à l'université mais, les propriétaires de ces sociétés sont les mêmes investisseurs de l'université en question¹⁸.

Table 1 : Frais d'inscription du système Universitaire. Universités traditionnelles et privées.

La moyenne pondérée par an (1999-2009)¹⁹

	Privés	Privés Trad.	Système	Traditionnelles	Trad. de l'État
1999	2.151.096	1.762.448	1.794.576	1.650.680	1.576.598
2000	2.141.509	1.877.619	1.839.828	1.711.147	1.596.061
2001	2.203.828	2.012.459	1.929.629	1.805.417	1.651.157
2002	2.185.329	2.155.206	1.983.451	1.882.972	1.685.995
2003	2.351.321	2.324.370	2.147.115	2.030.364	1.810.302
2004	2.460.984	2.169.005	2.179.853	1.994.231	1.868.393
2005	2.382.490	2.246.631	2.171.141	2.012.951	1.827.048
2006	2.436.644	2.251.242	2.243.329	2.085.817	1.978.176
2007	2.380.769	2.309.836	2.237.977	2.113.137	1.955.145
2008	2.371.509	2.297.590	2.214.622	2.079.296	1.909.173
2009	2.609.403	2.590.810	2.481.027	2.360.626	2.175.965
Crec.	21,3%	47,0%	38,3%	43,0%	38,0%

17. Biblioteca del Congreso Nacional, Evolución de los aranceles en el sistema universitario, p. 2 <http://www.camara.cl/pdf.aspx?prmID=463&prmTIPO=MANDATOANTECEDENTE>
18. Consulté le 14 octobre 2012 <http://www.camara.cl/pdf>.
19. V. Salas. "Estructura, diferenciación y convergencia de los aranceles universitarios en Chile, 1999 a 2009". Departamento de Economía, Universidad de Santiago.

Source : V. Salas « Estructura, diferenciación y convergencia de los aranceles universitarios en Chile, 1999 a 2009 »

Il existe un marché des universités, par des groupes économiques nationaux et étrangers. Par exemple l'Université Santo Tomás (groupe Linzor Capital) et l'Université UNIACC (groupe Apollo)¹⁹.

En novembre, le ministre Bulnes envoie au Congrès un projet de loi pour créer une *Superintendencia* de l'Éducation supérieure, organisme qui doit fiscaliser le fonctionnement des universités. Cet organisme doit surtout surveiller l'existence du profit dans les universités. Les sanctions proposées par le projet sont l'annulation de l'accréditation universitaire, de fortes amendes et la suspension temporaire de l'université. Le projet de Bulnes explicite qu'il faut que les groupes directeurs des universités comptent trois membres indépendants (sans liens de contrat, de patrimoine ou de famille avec l'université en question).

À l'heure actuelle, le projet n'a pas été approuvé car selon la *Comisión de Educación* du Congrès, le système de fiscalisation qu'il propose est encore en discussion.

Néanmoins, le ministre Bulnes déclare que « *l'étatisation de l'éducation serait un pas en arrière, je crois en une société où participent l'État et les particuliers* ». Pour lui le centre du débat n'est pas le profit, mais la qualité, « *Si un établissement fait des profits et que sa qualité n'est pas bonne, il faut le fermer... il y a des établissements sans profit qui fonctionnent mal et vice-versa. Notre objectif est de garantir l'éducation pour tous les enfants et jeunes, avec la possibilité que les parents puissent éduquer leurs enfants, on veut de la qualité sans discrimination. Dans les universités on va faire valoir la loi adoptée en 1981.* »²⁰ En juin 2012, un comité spécial du Congrès élabore un document²¹ sur le fonctionnement de l'Éducation supérieure et met en évidence des pratiques lucratives dans 9 universités privées au moins. Néanmoins, ces institutions n'ont pas encore été sanctionnées.

La gratuité

La gratuité est un des objectifs les plus importants du mouvement étudiant. La quantité de jeunes endettés dans le système d'éducation supérieure et en situation de vulnérabilité économique est excessive. Pendant l'année 2011 les jeunes ont créé plusieurs vidéos et des sites Internet pour expliquer au pays combien les jeunes ont des importantes dettes vis-à-vis des banques. Le site *yodebo.cl* créé en juin 2011 par Daniel Beth Madariaga invite les étudiants à rendre publics leur nom et leur dette. Il cherche à « *montrer au pays, à la presse et au gouvernement que les jeunes endettés ne sont*

19. Consulté le 14 octobre 2012 <http://www.camara.cl/pdf>.

20. Consulté le 14 octobre 2012 <http://www.eldinamo.cl/2011/08/08/felipe-bulnes-asegura-que-es-importante-discutir-la-calidad-y-no-el-lucro-en-educacion/>

21. Consulté le 14 octobre 2012 <http://www.camara.cl/pdf>.

pas une masse sans visage, mais des individus et des personnes qui veulent être meilleurs, mais qui n'ont pas les ressources ». Le 13 juin le site internet informe que 1 019 étudiants doivent 1 482 416 148 pesos, c'est-à-dire, 18 610 075 euros²².

Le président Sebastián Piñera, dans son discours annuel du 21 mai de cette année, déclare encore une nouvelle fois que : « *On sait que quelques uns proposent une éducation gratuite pour tout le monde et non seulement pour les plus vulnérables et la classe moyenne pauvre. Franchement, dans un pays avec autant de besoins et d'inégalités que le nôtre, ce n'est pas juste ni convenable que l'État, avec les ressources de tous les Chiliens, finance l'éducation des plus riches* »²³.

En même temps, il annonce plusieurs aides aux étudiants. Des centaines de bourses pour les bons étudiants en situation de vulnérabilité et des crédits disponibles pour tous les jeunes de bon niveau scolaire, de tout niveau socioéconomique, sauf pour les 10% les plus riches. Piñera propose un système de crédit administré et financé par l'État avec des taux d'intérêt plus bas. Il propose aussi une loi pour permettre aux jeunes endettés de réduire leurs dettes.

Néanmoins, pour le mouvement, le problème est clair et Camila Vallejo le décrit bien « *la proposition pour une éducation publique, gratuite et de qualité se centre dans un projet global pour la fin des inégalités (...) Les propositions du mouvement étudiant cherchent à réaliser un changement structurel du système éducatif qui converge vers d'autres demandes du monde social. C'est répétitif pour le gouvernement de parler seulement sur des parties de la totalité de nos propositions* »²⁴

La qualité

La demande pour une éducation de qualité a été énoncée pour la première fois lors du mouvement des pingouins en 2006. Les étudiants ont exigé du gouvernement une éducation de qualité pour tous les lycéens et non seulement pour ceux des lycées privés payants. Le mouvement de 2011 se réapproprie cette idée pour exiger un changement du système éducatif à tous les niveaux.

Selon Giorgio Jackson, président de la Fédération d'Étudiants de l'Université Catholique du Chili (FEUC) pendant l'année 2011 « *la publicité excessive produit une distorsion et une asymétrie de l'information (...) il y a une distorsion complète parce qu'il y a des universités pour lesquelles il est moins cher d'investir en publicité qu'en qualité* »²⁵

22. Consulté le 14 octobre 2012 <http://www.elmostrador.cl/sin-editar/2011/06/13/yodebo-cl-el-sitio-web-donde-estudiantes-publican-su-deuda-universitaria/>

23. Consulté le 15 octobre 2012 <http://www.latercera.com/noticia/educacion/2012/05/657-462051-9-presidente-descarta-gratuidad-en-la-educacion-y-llama-a-los-parlamentarios-a.shtml>

24. Consulté le 14 octobre 2012 http://www.huffingtonpost.es/camila-vallejo/por-que-insisten-en-decir-que-la-educacion-gratuita_b_1596647.html?utm_hp_ref=spain

25. Consulté le 16 octobre 2012 <http://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2011/08/17/giorgio-jackson-es-un-imperativo-moral-que-el-estado-sea-garante-de-derechos-y-no-de-bienes-de-consumo/>

Néanmoins pour Bulnes et le gouvernement la priorité à la qualité est claire et pendant son mandat de ministre il annonce la création d'une Agence de la Qualité et une *Superintendencia* d'Éducation scolaire, dont l'objectif est d'assurer la qualité de l'éducation et le bon usage des ressources publiques. Les différences avec les étudiants résident dans les manières de traduire les concepts en politiques éducatives.

Un mouvement de masse

Pendant toute l'année 2011 dans les rues de Santiago, de Valparaíso et aussi dans d'autres villes, on voit se déployer plusieurs types de mobilisations pour faire entendre au gouvernement et à la société en général que les étudiants veulent un véritable changement du système éducatif. Les étudiants organisent des danses pour l'éducation comme le *thriller* au mois de juin, où plus de 2 000 jeunes dansent en suivant la chorégraphie de Michael Jackson devant *la Moneda*. En juillet, des centaines de jeunes se réunissent pour faire la *besatón* où plusieurs couples s'embrassent sur la bouche pendant 1800²⁶ secondes (30 minutes) devant la Moneda.

La course des « 1800²⁷ heures pour l'éducation » a été une autre manière de protester. Des centaines d'étudiants y ont participé en faisant le tour de *la Moneda* pour appuyer le mouvement. Cette initiative a lieu entre le 13 juin et le 27 août avec le slogan « *Éducation gratuite maintenant* ». Il s'agit d'une mobilisation ininterrompue, car chaque jour, à n'importe quelle heure on a pu voir des étudiants en train de faire le tour du Palais de l'État. Un jeune étudiant de droit avec des étudiants d'art a créé une *genkidama* ou un *flash mob* avec une boule géante de papier pour copier la série animée de *Dragon Ball Z* dans le but de sauver l'éducation.

La création des *flash mobs* est une ressource pour démontrer à la presse et au gouvernement que le mouvement peut être pacifique et en même temps il s'agit d'une manière de faire entendre leurs propositions. La stratégie de tous les gouvernements – de Lagos à Piñera – pour dévaloriser les demandes des étudiants, a été de critiquer le vandalisme des mobilisations. La presse, qui est majoritairement de droite, a toujours souligné la violence des manifestations. Néanmoins avec *youtube*, *facebook* et les nouveaux médias de l'internet, le mouvement a réussi à acquérir une légitimité sociale. Une enquête réalisée en septembre 2011 par Radio Cooperativa, Imaginación et l'Université Federico Santa María montre

26. Le chiffre 1800 représentait la somme d'argent en dollars (1800 millions) que le gouvernement devait verser pour le financement de 300 000 jeunes pendant un an dans des cursus de 3 millions de pesos.

27. *Idem*

que 67,8% des citoyens sont d'accord avec les demandes du mouvement. Depuis, ce chiffre ne fait qu'augmenter.²⁸

À partir des demandes des étudiants, d'autres mobilisations apparaissent dans les rues de Santiago et les principales villes du Chili. D'abord, les mobilisations écologistes contre la centrale thermoélectrique de *Hidroaysén* en Patagonie ; plus tard, les mobilisations pour défendre les droits des minorités sexuelles, suite à la mort du jeune Daniel Zamudio, assassiné par une bande de jeunes néonazis dans les rues de Santiago.

En août, durant plusieurs semaines, Santiago vit sous des concerts de casseroles, le mal-être se laisse sentir partout, aussi bien dans les quartiers aisés comme Las Condes, La Reina et Providencia, que dans les bidonvilles de Santiago.

Les mobilisations sociales expriment la crise de représentation du gouvernement de Piñera et des institutions en général car ils n'arrivent pas à répondre aux demandes de la société civile. Les propositions du gouvernement ne sont jamais en accord avec les propositions des étudiants. Le soutien à Piñera au mois d'août n'est que de 27%²⁹, le plus bas jamais connu pour un président chilien.

Conclusion

Dans cet article, nous avons voulu montrer que le système éducatif chilien répond à des logiques politiques et économiques où le profit et les intérêts privés priment sur les intérêts des étudiants. La réforme de Pinochet de 1981 ainsi que la réforme de la *municipalización* sont encore au fondement des modèles scolaire et universitaire actuels. À cause des caractéristiques de ces réformes, les lycéens économiquement vulnérables sortent de leurs lycées démunis, sans les outils nécessaires pour accéder à l'éducation supérieure. De même, le système permet la création d'universités privées dans lesquelles la qualité de l'éducation n'est pas assurée.

Ni le gouvernement de *Piñera* ni ceux de la *Concertación* n'ont su répondre aux demandes citoyennes car le modèle néolibéral est loin d'être un État-providence, capable d'assurer l'accès aux besoins essentiels. Le mouvement étudiant demande le changement du modèle. Selon eux, celui-ci n'est plus valable car il est injuste et reproduit les inégalités sociales. Pour le mouvement aucun homme politique n'a su devenir leur interlocuteur, et aucun parti n'a su s'approprier les pétitions des étudiants afin de créer un programme politique. Le mouvement a exprimé son indépendance même à

28. Consulté le 15 octobre 2012 http://www.cooperativa.cl/encuesta-apoyo-a-estudiantes-crecimiento-30-puntos-en-tres-meses/prontus_notas/2011-09-20/182717.html

29. Consulté le 16 octobre 2012 (enquête Adimarck) <http://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2011/09/05/desaprobacion-de-pinera-se-empina-en-68-en-mes-marcado-por-conflicto-estudiantil/>

l'égard de la gauche la plus radicale car il a voulu intégrer tous les étudiants, aussi bien les plus politisés que ceux qui ne le sont pas.

Les manifestants appartiennent aux différents groupes politiques mais il y a aussi des jeunes sans aucun lien politique. Par exemple, plusieurs organisateurs des *flash mobs* sont complètement indépendants et se considèrent comme apolitiques. La revendication pour une meilleure éducation est plus importante que toute idéologie politique.

À ce jour, en septembre 2012 les mobilisations continuent et le nouveau ministre Harold Beyer, même s'il est un expert en éducation, est incapable de calmer les manifestations et de devenir un acteur crédible de la discussion afin d'entreprendre les transformations que les étudiants demandent. ■